

Dur de s'insérer quand on est illettré

■ Des apprenants de "Lire et écrire" diront jeudi au ministre Borsus pourquoi le projet individualisé d'intégration sociale les pénalise.

Willy Borsus (MR)

Ministre de l'Intégration sociale.

J'ai signé quelque chose mais je ne sais pas quoi". Pour les personnes analphabètes, le projet individualisé d'intégration sociale (PIIS), c'est du chinois. Pourtant, depuis novembre 2016, les nouveaux bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) sont obligés de signer un tel projet avec le CPAS. Ce contrat "forcé" fait l'objet d'entretiens d'évaluation réguliers qui peuvent déboucher sur des sanctions comme la suspension ou le retrait du RIS. L'enjeu est lourd. Ces mesures d'activation portées par le ministre de l'Intégration sociale, Willy Borsus (MR), pénalisent les plus fragilisés, dont les personnes en situation d'illettrisme, proteste "Lire et écrire". Le mouvement d'éducation permanente avait décidé de pointer le PIIS dans sa campagne annuelle lancée en septembre 2016.

Neuf mois plus tard, une enquête menée par le service d'études de "Lire et écrire" livre un premier cliché "interpellant" de la mise en œuvre du PIIS pour les personnes analphabètes. La plupart des apprenants, peu informés du contenu, ne savent pas s'ils ont signé un PIIS. Et ceux qui l'ont fait ne savent pas exactement ce à quoi ils se sont engagés parce qu'ils n'ont pas accès à la complexité du langage juridique utilisé dans de tels documents. "Ils risquent donc, plus que d'autres, d'être sanctionnés pour non-respect des clauses de leur contrat faute de l'avoir compris".

"Les personnes veulent s'en sortir"

Autre problème: les assistants sociaux, déjà débordés, n'ont pas vraiment les moyens de mettre en place un accompagnement adapté. Certaines conditions fixées dans les projets individualisés peuvent être inatteignables ou en porte à faux avec leur situation d'analphabétisme. Ces publics risquent donc d'être doublement défavorisés.

"Tous les jours, nous voyons des personnes qui veulent s'en sortir, qui veulent trouver un emploi, qui veulent se former", témoignent les professionnels de "Lire et écrire". Mais le PIIS, comme les autres mesures d'activation, sous-entend que ces personnes ne font pas assez d'efforts pour s'insérer et pour bénéficier du revenu d'intégration. "Cette idéologie méritocratique"

ne résout pas le problème de l'analphabétisme, qui trouve sa source dans des causes structurelles et non individuelles, juge le mouvement. "Au contraire, elle culpabilise et exclut davantage les publics les plus précaires".

"Lire et écrire" exposera mercredi ses arguments au ministre Borsus. Une cinquantaine d'apprenants et de travailleurs se rendront devant son cabinet. Ils distribueront des fleurs aux membres du cabinet et déposeront des cartes postales signées par ceux qui ont soutenu la campagne. Une petite délégation sera reçue par Willy Borsus. Rosa, personnage central de la campagne, sera présente.

An.H.